Elections Législatives - 12 mars 1978 - 2e circonscription de la Somme



Jean-François LHERBIER

Chargé de Mission Ministérielle
Président du C.E.L.I.R. Nord-Picardie
Secrétaire National des Comités d'Union
pour la Majorité Présidentielle
Président du Comité pour la Coopération Franco-Marocaine
Délégué National du Comité Franco-Indochinois

MAJORITE PRESIDENTIELLE

soutenu par
Les RADICAUX SOCIALISTES, LA DEMOCRATIE CHRETIENNE,
LE CENTRE INDEPENDANT

Suppléant : **Docteur W. PEETERS**

Chère Madame, Cher Monsieur,

Je ne vous adresserai pas dans ce document, comme c'est trop souvent l'usage, une série de promesses électorales plus ou moins sérieuses. Je sais ce qui est réalisable dans la France d'aujourd'hui, dans le Monde tel qu'il est, et ce qui ne l'est pas.

Le Premier Ministre Raymond BARRE, a annoncé voici quelques semaines à Blois, un certain nombre d'objectifs destinés à améliorer les conditions de vie de l'ensemble des Français au cours des cinq prochaines années. Ces objectifs seront atteints progressivement par une Majorité responsable : ils ne peuvent l'être par une Opposition qui se livre à la surenchère démagogique.

Je contribuerai pour ma part au succès de ce plan de cinq ans et je crois que nous pouvons faire confiance sur tous ces points au Chef du Gouvernement, à son bon sens, à son réalisme et à son autorité.

Quoi qu'on en ait dit, Raymond BARRE a fait ces dernières années, ce qui devait être fait. Sa tâche n'a pas été facile. La France n'a pas cessé d'être en campagne électorale depuis 1974, et si l'opposition a constamment contrecarré son action, les Partis de la Majorité ne lui ont pas toujours apporté le soutien qu'il était en droit d'attendre.

Néanmoins, je crois pour ma part et je l'ai dit, qu'il faudra aller plus loin que ce qui est prévu, pour les Travailleurs Indépendants, Agriculteurs, Commerçants, Artisans et mettre sur pieds un véritable plan de sauvetage de la petite et moyenne entreprise, car toutes ces catégories qui constituent « la France profonde et qui travaille » ont été lourdement pénalisées ces dernières années et celà crée aujourd'hui un déséquilibre qui n'est plus supportable.

Je vous donnerai maintenant un certain nombre d'informations que vous êtes en droit de connaître, sur ma personne, sur les raisons de ma candidature et sur ce que je compte faire si je deviens le Député de notre circonscription. Et tout d'abord...

QUI SUIS-JE ?

J'ai trente ans, je suis célibataire, j'appartiens à une famille d'agriculteurs de la Région. Je suis un rural de cœur et d'esprit. J'habite maintenant à Ribemont sur Ancre. J'ai fait des études supérieures de Droit à Lille et à Paris et j'exerce un certain nombre de fonctions au plan régional comme au niveau national, dont vous trouverez le détail en haut de cette circulaire, fonctions qui m'amènent à côtoyer en permanence, un certain nombre de personnalités Françaises et Etrangères, Ministres et anciens Ministres, et qui m'ont appris à bien connaître les rouages des Ministères et de la Haute Administration.

POURQUOI SUIS-JE CANDIDAT ?

Un certain nombre d'élus locaux, de responsables socio-professionnels de l'Agriculture, du Commerce, de l'Artisanat, et aussi d'amis ont fait appel à moi.

J'ai longuement réfléchi avant d'accepter.

Je me suis finalement décidé pour plusieurs raisons.

J'habite cette circonscription avec une grande partie de ma famille ; elle est composée d'un grand nombre de petites communes rurales que je connais bien et dont le caractère correspond tout à fait à mon tempérament.

Tout le monde a par ailleurs observé que le Député en place, M. MASSOUBRE, s'est, au fil des années de plus en plus désintéressé de ses obligations, qu'il n'a plus assuré une présence régulière et qu'en conséquence sa position s'est régulièrement dégradée.

Ce n'est pas une critique à son égard, et je me garderai bien de toute attaque personnelle. C'est seulement une réalité.

C'est donc le type même de circonscription où un grand nombre d'électeurs déçus par leur représentant et aussi par la Majorité s'apprêtaient à voter socialiste, sans pour autant approuver le Programme Commun.

Il a donc été au départ bien convenu qu'il fallait un autre candidat de la Majorité, à côté de M. MASSOUBRE, qui ait une envergure suffisante pour offrir une alternative à ces électeurs, regagner le terrain perdu depuis dix ans et faire une ouverture vers tous les socialistes modérés qui ne supportent plus l'alliance avec le Parti Communiste, car la France ne peut pas demeurer un Pays coupé en deux moitiés égales, ce qui la rend actuellement ingouvernable.

J'ai donc donné dans ces conditions mon accord pour être candidat.

J'étais par ailleurs trop attaché aux Institutions de la Ve République qui ont rétabli l'autorité de l'Etat et restauré la dignité nationale pour entrer dans les querelles internes à la Majorité, entre Gaullistes, Giscardiens, Centristes et autres, qui ne sont en fait que des querelles d'hommes.

Je n'ai pas voulu de ce fait me placer dans une fraction de la Majorité dirigée par M. SERVAN SCHREIBER (Union pour la Démocratie Française) contre une autre.

C'est donc avec l'étiquette « MAJORITE PRESIDENTIELLE » que je suis candidat, comme l'ont fait le Premier Ministre à Lyon, M. SEGARD à Lille et un certain nombre d'autres Ministres et personnalités (140 au total) qui n'ont pas voulu entrer dans le jeu des querelles partisanes qui rappellent la IVe République.

POURQUOI LA MULTIPLICITE DES CANDIDATURES DE LA MAJORITE ?

Les Partis Politiques de la Majorité ont négocié entr'eux en dehors de l'autorité et de l'arbitrage du Premier Ministre, qu'ils n'ont en fait jamais accepté parce qu'il n'est pas issu d'un Parti.

Trois formations m'ont apporté leur soutien et deux autres, en dehors de celle à laquelle appartient le Député sortant, ont cru devoir présenter des candidats. Il s'agit du Parti Républicain de M. SOISSON représenté par un homme tout à fait de droite (M. VAGNIEZ) et du CDS qui soutient un tout jeune candidat.

Tout a été fait pour aboutir à une clarification et à une entente.

Cette situation n'est hélas pas propre à notre circonscription puisque nous trouvons également à Amiens à Abbeville, et dans bien d'autres Départements, trois ou quatre candidats de la Majorité.

Il faut croire que toutes les forces sont impuissantes dès lors que le jeu des partis a repris.

Je fais donc appel au bon sens et à l'intelligence de chacune et de chacun d'entre vous en vous demandant d'abord de ne pas attendre le 2e tour pour voter, car, pour que la Majorité soit présente le 19 Mars, il faudra qu'au moins un de ses candidats ait obtenu 17 à 18 % des suffrages exprimés (12,5 % des électeurs inscrits).

Je vous demanderai aussi de ne pas éparpiller vos suffrages et de voter utile.

La plupart des sondages dont nous disposons actuellement (qui bien entendu ne peuvent pas être considérés comme une vérité absolue, mais qui apportent néanmoins une indication), me placent juste après le Député sortant, mais révèlent que je battrai plus largement que lui la Gauche au second tour.

Je compte donc dès le 12 Mars, sur les suffrages de tous ceux qui souhaitent avoir un autre Député, qui soit compétent, mais surtout présent, qui veulent le maintien des Institutions de la Ve République, et qui surtout refusent que la France soit gouvernée par la coalition socialo-Communiste.

CE QUE JE COMPTE FAIRE SI JE SUIS ELU

Il faudra que dans la prochaine Assemblée Nationale, nous soyons un certain nombre de Parlementaires de toutes tendances, à dire certaines vérités.

Il est en effet temps maintenant de se préoccuper du sort des Travailleurs Indépendants, des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi que de nos Communes.

Un Pays comme la France doit garder au moins 30 % de travailleurs indépendants pour son équilibre économique et maintenir chez eux les habitants de nos petites communes, pour son équilibre géographique.

Il n'est plus possible que les Agriculteurs, les Commerçants, les Artisans, continuent à être pénalisés comme ils le sont par rapport aux travailleurs salariés, par un régime d'assurance maladie ou un régime de retraite injustes.

Il n'est plus possible qu'ils poursuivent durablement leur métier pour un revenu qui souvent ne représente plus la moitié du SMIC pour deux fois plus d'heures de travail.

Il n'est plus possible qu'ils continuent à être considérés comme des assistés ou des fraudeurs, alors qu'ils représentent des activités essentielles à la vie de la Nation.

Un Pays devient vite sous-développé dès lors que l'on n'y compte plus qu'un travailleur productif pour cinq improductifs, et il est temps de mettre un terme à certains gaspillages.

Une journée de grève nationale déclenchée par les syndicats politisés coûte à chaque fois l'équivalent de cet impôt sécheresse dont on a tant parlé.

Il n'est plus possible que les Petites et Moyennes Entreprises continuent à être écrasées comme elles le sont par des charges de toutes sortes et asphyxiées par l'encadrement du crédit.

Il est temps de réhabiliter les classes moyennes, et aussi le travail manuel.

C'est là que se trouve la solution au problème de l'emploi et c'est par là que renaîtra la prospérité de notre Société.

Il faut enfin soulager la grande misère de nos communes, et il n'est plus possible non plus que l'Etat continue à mener le train de vie qu'il mène par rapport à elles. Il faut leur donner plus d'autonomie, mais surtout plus de moyens et procéder très rapidement à une redistribution plus équitable des recettes fiscales.

PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DE NOS NEUF CANTONS.

Cette Région de Picardie dans laquelle nous sommes, a un privilège immense et inexploité qui est celui de sa situation ; proche de la Région Parisienne, de la Métropole Lilloise, des grands ports de la Mer du Nord et de la Manche, et desservie par l'autoroute où s'écoule un important trafic commercial avec l'Europe du Nord.

De surcroît sa population est compétente et laborieuse. Ce devrait être une des premières régions de France pour la densité des entreprises de transformation des produits de l'agriculture locale.

Or, nos jeunes sont obligés de s'expatrier pour trouver un emploi et les agriculteurs ne vendent pas leurs produits.

Il faut donc non seulement sauvegarder les unités de production et de transformation qui subsistent, mais un Député dynamique peut et doit démarcher systématiquement les Sociétés qui voudraient s'implanter dans notre Région et les faire bénéficier des avantages que l'Etat a prévus à cette fin.

Tout celà doit se faire en étroite collaboration avec les élus et les responsables des professions que je réunirai bien entendu régulièrement.

Comme je le suis depuis plusieurs mois, je demeurerai aussi au service de chacune et de chacun individuellement, à mes permanences chaque semaine au chef lieu des neuf cantons, et périodiquement à la Mairie de toutes les communes.

Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi.

Je vous prie de croire, chère Madame, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Jean-François LHERBIER

POUR UN DEPUTE JEUNE, DYNAMIQUE ET D'ENVERGURE NATIONALE

au dessus des querelles partisanes

VOTEZ DES LE 12 MARS

pour Jean-François LHERBIER

LE SEUL CAPABLE DE BATTRE LARGEMENT LA GAUCHE AU 2e TOUR

Imp. Indicateur - Hazebrouck